

**PCF**  
Parti communiste français

Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex  
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15  
mail : pcf77@wanadoo.fr

**INFO FEDE**  
**Seine et Marne**

13 Novembre 2013

## Crise à tous les étages

La nouvelle reculade du gouvernement sur l'écotaxe est un corollaire de ce qui semble devenu un théorème de l'impuissance. À savoir qu'à mesure que se creuse un fossé entre le gouvernement et les aspirations du peuple de gauche qui l'a élu, la droite et le Medef deviennent plus arrogants et en deman-

François Hollande, l'inversion de la courbe du chômage, fût-ce par des emplois aidés, semble bien en passe de lui échapper.

Mais cette crise politique est aussi une crise des valeurs et une crise morale dont témoigne évidemment la montée du FN dans les sondages dont certains



### AGENDA

**Samedi 16 novembre :**

- **Europe** Convention nationale au siège du Conseil National

**Dimanche 17 novembre :**

- **Europe** Réunion du Conseil national

**Semaine du 25 novembre au 1er décembre**

- **Campagne nationale** d'actions politiques pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements ; pour la fin de l'austérité et le refus des injonctions européennes ; pour la relance sociale, industrielle et écologique.

dent toujours plus. La force d'un gouvernement ne réside pas dans sa capacité à faire des courbettes devant ceux qui le combattent. Elle est de s'appuyer sur la souveraineté populaire, et c'est ce que le président de la République et le Premier ministre ont écarté d'emblée, ce n'a pas été leur choix. Les éditorialistes de la droite peuvent bien parler aujourd'hui de paralysie car, de fait, ils ont raison, et nous sommes entrés dans une crise politique sérieuse et inquiétante qui ne peut que s'aggraver dès lors même que le dernier atout de

veulent inférer de sa respectabilité, mais pas seulement. Le manifeste « des 343 salauds » autour du débat sur la prostitution en est à sa manière un exemple. Non par ce qui serait une contribution dans un débat complexe, car on sait que la répression en la matière peut se traduire par une fragilisation de la position des prostituées elles-mêmes, mais par ce qu'il signifie. En choisissant de reprendre les termes mêmes du Manifeste des 343 salopes de 1971, les signataires inversent ce qui était une manifestation courageuse et progressiste des femmes pour la liberté d'elles-



mêmes, en un symbole de leur oppression et de l'exploitation de leur corps. C'est bien, en effet, un manifeste de salauds, mais au sens littéral. Il fait de ce point de vue cause commune avec l'expression au grand jour d'une extrême droite et d'une droite de plus en plus « décomplexées » qui n'hésitent plus à recycler leurs thèses les plus réactionnaires, qu'il s'agisse de racisme ou d'économie. Dans ces

conditions le fait que le seul membre du gouvernement qui semble tirer son épingle du jeu soit le ministre de l'Intérieur ne fait que confirmer ce diagnostic pessimiste de la situation. Car chacun peut et doit se le demander : en quoi utiliser les Roms comme des épouvantails et expulser une collégienne est-il de nature à régler les problèmes du pouvoir d'achat, du chômage, de l'industrie, de l'impôt ? Au point où nous en sommes, faute d'attendre par le haut un changement de cap, il faut sans doute l'impulser d'en bas. Les élections municipales ne doivent pas être la chronique des défaites annoncées. Elles peuvent être l'occasion pour les hommes et les femmes de gauche, avec des équipes rassemblées sur des contenus, d'ex-

primer et de mettre en œuvre des choix politiques transformateurs.

Les tensions entre les forces du Front de gauche sont sans doute, de ce point de vue, devenues trop vives. Elles ont la lourde responsabilité de ne pas décevoir l'espoir.



## Le problème du pays n'est pas le coût du travail mais le coût du capital



### Déclaration de PIERRE LAURENT

Campagne nationale d'actions politiques pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements.

L'état social et politique du pays est de plus en plus préoccupant. D'un côté, les souffrances populaires grandissent. De l'autre, le capital continue de licencier et de tout faire pour se soustraire à l'impôt. La politique gouvernementale, qui a renoncé à combattre la finance, s'enfonce dans l'injustice.

Elle est rejetée, la colère et les cris d'alarme montent de partout. Et François Hollande n'entend rien, il refuse la moindre inflexion d'un cap qui mène pourtant, à l'évidence, à l'échec. La droite, le Medef et l'extrême droite cherchent à en tirer profit en jetant la confusion sur les causes

de la crise et sur les solutions nécessaires, en nourrissant un climat de violences. Il n'y a rien à attendre de ce côté-là dans l'intérêt du peuple. Dans ces conditions, la mobilisation populaire pour imposer de nouveaux choix politiques de justice est indispensable.

Des choix qui stoppent les licenciements, répondent aux urgences du pays par la justice sociale et fassent enfin payer le capital, c'est la seule voie sérieuse de sortie de la crise.

La seule voie possible à gauche, car le problème du pays n'est pas le coût du travail mais le coût du capital.

J'appelle, au nom du Parti communiste français, suite aux réunions de notre Comité exécutif national et des secrétaires départementaux, à engager, dans tout le pays et dans la durée, une campagne nationale d'actions politiques pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements ; pour la fin de l'austérité et le refus des injonctions européennes ; pour la relance sociale, industrielle et écologique.

Nous sommes disponibles pour les initiatives d'actions les plus large possibles, associant toutes les forces de gauche, du Front de gauche et au-delà, citoyennes, syndicales et associatives disponibles pour en

déterminer ensemble les objectifs.

Nous soutiendrons les mobilisations syndicales engagées dans le respect du rôle de chacun, notamment la journée d'action intersyndicale organisée le 26 novembre pour les retraites, les salaires et l'emploi.

Le pays doit, en effet, imposer par sa mobilisation de nouvelles lois et de nouvelles décisions permettant :

- De rétablir la justice fiscale, de lutter contre l'évasion fiscale, de faire réellement contribuer le capital au financement des budgets de la nation et de la protection sociale. La hausse de la TVA prévue au 1er janvier pour financer le crédit impôt compétitivité distribué sans contrepartie aux entreprises doit être annulée. Les exonérations de cotisation sociale accordées au patronat doivent être entièrement remises à plat.

- De stopper l'hémorragie actuelle d'emplois, singulièrement dans l'industrie et les services publics, en votant nos propositions de loi pour l'interdiction des licenciements boursiers et l'amnistie sociale ; en décrétant un moratoire des plans de licenciements pour examiner dans chaque entreprise des plans alternatifs et leur financement ; en annulant les coupes budgétaires dans les services

publics, en décrétant un moratoire des restructurations hospitalières, et en rétablissant les dotations aux collectivités locales.

- **D'**impulser un plan national de relance social, industriel et écologique, en augmentant les salaires et le pouvoir d'achat, et en mobilisant l'argent des banques et des assurances pour financer l'activité réelle et non les dividendes et la rentabilité des marchés financiers.

- **D**e sortir du carcan de l'austérité et

de la concurrence aveugle imposée par l'Union européenne. La France doit dénoncer le critère intenable des 3 % de déficit public, ainsi que les nouvelles injonctions de déréglementation, notamment en matière de droit du travail, de transport ferroviaire et de politique agricole et demander à rouvrir la négociation européenne sur tous ces points. Pour lancer cette campagne, le Parti communiste appelle à une semaine d'actions avec marches, sit-in, soutien aux entreprises en lutte,

occupations symboliques de places, chaînes humaines... et toutes autres formes décidées localement du 25 novembre au 1er décembre dans tout le pays. Il sera pleinement partie prenante de la marche pour la justice fiscale, pour l'annulation de la hausse de la TVA et la taxation du capital organisée à l'initiative du Front de gauche le 1er décembre à Paris devant Bercy.

Paris, 11 novembre 2013

**suite : Semaine du 25 novembre au 1er décembre « travaux pratiques »**

**Nous ne pouvons que nous sentir renforcés dans la volonté de prendre des initiatives qui répondent à la situation du pays. Il s'agit de répondre à deux exigences inséparables : faire exister dans le champ public une voie à gauche affirmant une sortie possible des politiques d'austérité et permettre une mobilisation populaire et citoyenne.**

**Cette initiative doit s'inscrire dans la durée : l'idée est donc que puisse, de façon régulière, se mettre en place dans les territoires de section des initiatives de formes diverses (voir déclaration PL) débats, manifestations, marches, sittings, rassemblements devant des lieux symboliques ou visibles... décidées localement du lundi 25 novembre au dimanche 1er décembre dans tout le pays.**

**Pour s'inscrire dans la durée, cette initiative doit s'ancrer, être portée partout par les communistes et leurs organisations, fédération, sections, être proposées à nos partenaires et aux citoyens que nous côtoyons dans les assemblées citoyennes et tout autres lieux de rassemblement.**

**Elle doit associer nos élus, nos candidats aux élections municipales, quelles que soient la configuration des listes auxquelles ils participeront, en montrant la cohérence de nos objectifs politiques.**

**Cette démarche se veut une démarche d'action, il s'agit de produire des actes, des actes politiques reliés à de grands sujets de société ou de thèmes que l'actualité met sur le devant de la scène : campagne nationale d'action politique pour la justice fiscale et l'arrêt des licenciements ; pour la fin de l'austérité et le refus des injonctions européennes ; pour la relance sociale, industrielle et écologique.**

**Il ne s'agit pas d'imposer à chacune de nos organisations une date fixe, mais tout en les laissant apprécier les moments et les régularités possibles, nous pouvons nous donner l'ambition de dénombrer de 1 à 4 ou 5 initiatives suivant les territoires de nos sections et l'organisation du parti.**

**GRANDE MANIF**

**13H30**

DE PLACE D'ITALIE À BERCY

**DIM. 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2013**

**CONTRE L'INJUSTICE SOCIALE**

**POUR LA JUSTICE FISCALE**

**PCF**

**FRONT DE GAUCHE**

## Refonder l'Europe

**Le Parti communiste tiendra, le 16 novembre, à son siège à Paris, une convention nationale sur les enjeux européens.**

Comment construire une Union européenne réellement démocratique ? Qu'entendons-nous par « Europe sociale » ? établir de nouveaux rapports de solidarité, les jeunes prioritaires dans un nouveau projet européen... Tels sont quelques uns des dix-huit thèmes abordés dans un texte rédigé par le comité du Projet.



« La crise qui frappe tous les pays membres de l'Union européenne jusqu'à précipiter certains d'entre eux dans une véritable descente aux enfers consacre l'échec retentissant d'un certain type de construction européenne. [...] Cette situation sans précédent pose un problème crucial : les protestations si légitimes que suscite ce fiasco doivent à tout prix pou-

voir déboucher sur la perspective d'une construction européenne d'un nouveau type, coopérative et solidaire dans l'intérêt des travailleurs et des peuples », énonce le préambule.

L'intégralité des propositions communistes mises en débat par ce document, et qui seront approfondies lors de la convention nationale, est disponible sur internet :

<http://www.pcf.fr/sites/default/files/re-fonder-l-europecontribution-du-comite-du-projet.pdf>

Autre originalité, un appel à contribution est lancé aux communistes afin que toutes et tous puissent avoir la possibilité d'enrichir le débat et les travaux de la convention :

<http://www.pcf.fr/45266> ou [convention-europe@pcf.fr](mailto:convention-europe@pcf.fr)

## Insultes racistes contre une ministre de la République Le poison du racisme banalisé

**Les ignominies de la droite et de son extrême visant la garde des Sceaux, Christiane Taubira, sont révélatrices d'un mal qui sape les fondements de notre société. La haine raciale s'exprime au grand jour. Intolérable !**

Il est des valeurs sur lesquelles on ne peut pas fermer les yeux car elles transcendent le combat politique. Lorsque la garde des Sceaux, Christiane Taubira, est la cible d'insultes racistes à répétition et par une mouffette ! -, c'est la République et sa devise "Liberté, égalité, fraternité" qui sont salies, piétinées et reniées.

### PENTE MORBIDE

En 1935, l'extrême droite, sous la plume de Charles Maurras, avait traité Léon Blum de « détrit humain », précisant son intention : « c'est un homme à fusiller, mais dans le dos ».

La résurgence, aujourd'hui en force, de ce même discours anti-humain, anti-social et anti-démocratique glace le sang. C'est le discours des anti-dreyfusards, de ceux pour qui mieux valait la botte nazie que le Front populaire... Mais au-delà du discours, il y a les actes. Et le sang se glace aussi de voir dans les sondages s'élever un Manuel Valls marchant dans les brisées sarkozystes, instrumentalisant l'immigration et les Roms, sans qu'il soit jamais démenti. Va-ton

longtemps encore se laisser glisser sur cette pente morbide de surenchère de concessions à l'égard de ce que la France a de plus réactionnaire ?

Certes, la droite a ouvert les vannes dans la course à l'échalote aux voix

thèses parmi ceux qui sont les plus touchés par la crise. Il y a un responsable à tous nos maux. François Hollande, au Bourget, l'avait désigné : la finance, avant, sitôt élu, d'aller convoler avec la chancelière allemande ; un Munich des socialistes

qui a relancé l'agression du patronat contre tout ce qui constitue une gêne à ses appétits de profits. Car profits, il y a, par dizaines de milliards qui, lorsqu'ils ne s'évaporent pas du côté des îles Caïman ou autres paradis fiscaux, alimentent les circuits financiers. C'est le nerf de la guerre pour réussir à inverser la donne et

pour sortir de la crise. Mais en plus, il faut ne rien lâcher sur les valeurs, ne pas tolérer qu'une ministre de la République soit mise au piquet d'infamie parce qu'elle est noire. La France des Lumières, celle de Jean Moulin et de Guy Môquet, doit se ressaisir. Outre la légitime protestation contre les dérives et calculs politiques, le bulletin de vote sera une arme. L'an prochain, deux scrutins seront l'occasion de l'utiliser : les municipales et les européennes. La bataille des idées devra être à la hauteur. à quelques mois de ces échéances, il faut donc se mobiliser pour contrer ce péril brun qui salive devant l'aubaine.



**Berceau des Droits de l'Homme au XVIII<sup>e</sup> siècle, la France ne peut régresser et devenir un pays de non-droits pour certains hommes.**

du Front national. Il y a eu les discours de Dakar et de Grenoble de Sarkozy ; les thèses sur nos prétendues « racines chrétiennes » et les "aspects positifs" de la colonisation. Il y a eu le premier « ni-ni » des cantonales de 2010, prélude à d'autres avec une UMP qui invoque la République pour mieux la mettre en haillons. Et cette fascination hypnotique des médias à l'égard du père, puis de la fille Le Pen, rendant de bonne fréquentation leur parti de haines, et exhibant avec délectation leur virginité "républicaine" auto-proclamée.

### SE MOBILISER

On peut pousser des cris d'orfraie face à la montée du FN et, pire, à la propagation inflationniste de ses